

## Guinée / Élections locales

## On attend toujours les résultats

Les Guinéens devront encore patienter pour connaître les vainqueurs du scrutin de dimanche dernier.

La Guinée a organisé dimanche dernier des élections locales. Le scrutin selon l'opposition a été émaillé de fraudes. Le président de la Commis-

sion électorale nationale indépendante (Ceni) en Guinée, Amadou Salif Kébé, a promis hier une publication d'ici à la fin de la semaine des résultats des élections municipales de

dimanche. L'opposition a dénoncé des « fraudes massives » lors du vote.

« Je demande aux uns et aux autres de se calmer, qu'ils n'aient pas peur des résul-

tats », a déclaré Amadou Salif Kébé. Des propos qui font écho aux accusations de fraudes lancées par des responsables de l'opposition et du pouvoir. Plusieurs ténors

en effet ont dès dimanche, dénoncé ce qu'ils estiment constituer des fraudes « à l'échelle nationale » lors des élections locales, les premières depuis 2005.

« Il y a une fraude à l'échelle nationale », a commenté, l'une des figures de l'opposition, l'ancien Premier ministre Sidya Touré (1996-1999), peu après la fermeture des bureaux de vote. « Nous constatons des problèmes, notamment celui de l'encre, dans pas mal de bureaux de vote », a expliqué à la presse, sans plus de détail, le président de l'Union des Forces républicaines (Ufr).

Sidya Touré a cité également le cas d'un « sous-préfet » qui a voulu « changer le président d'un bureau de vote » à Tanéné, dans le nord-ouest du pays. Plus grave encore, il a affirmé que la fin d'après-midi a été le « moment choisi par certains chefs de quartiers qui détenaient des dizaines de procurations, pour les livrer à des partisans du pouvoir »,

lorsque l'affluence constatée le matin n'était plus au rendez-vous dans les bureaux de vote.

À Kindia, où la bataille a été particulièrement rude entre le maire sortant d'opposition et le candidat du parti présidentiel, des affrontements ont fait un mort et plusieurs blessés lundi, a-t-on appris de source sécuritaire et auprès de témoins.

« Il n'y a pas d'élection sans contestations, il n'y a pas d'élection sans faute, mais nous avons travaillé des mois et des mois pour que ces cas de fautes ou d'erreurs soient minimisés », a assuré le président de la Ceni. Une fois les bulletins comptabilisés par les commissions administratives de centralisation des votes (CACV), lundi soir ou mardi, puis passés les délais de recours, la Ceni espère proclamer les résultats « au plus tard vendredi », a indiqué M. Kébé. La tension est assez vive dans certaines villes ■

BLEDSON MATHIEU



MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES  
ECONOMIQUES

République de Côte d'Ivoire

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN  
EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN



BANQUE MONDIALE



**RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL  
AON N° T005/PREMU/2017 RELATIF AUX TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE  
L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES VILLES DE TIIASSALE, N'DOUCI ET N'ZIANOUAN**

**Objet du marché :** Travaux de renforcement de l'alimentation en eau potable des villes de Tiassale, N'Douci et N'Zianouan.

**Durée du contrat :** Douze (12) mois

**1. Attributaire :**

Nom : CGC-CI  
Adresse : 06 BP 2377 Abidjan 06 Côte d'Ivoire  
Prix de l'offre (lu publiquement) : 3 851 625 844 FCFA HT  
Prix de l'offre après évaluation : 3 865 503 344 FCFA HT  
Prix du contrat : 3 865 503 344 FCFA HT

**2. Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées**

Rang	Nom des soumissionnaires	Adresses	Prix lus publiquement en FCFA HT	Prix évalués aux fins de comparaison en FCFA HT
1er	ETRACON/WARD	18 BP 1294 Abidjan 18	3 198 386 369	3 198 386 369
2ème	CGC-CI	06 BP 2377 Abidjan 06	3 851 625 844	3 865 503 344
3ème	FRANZETTI-CI	01 BP 1724 Abidjan 01	4 275 960 558	4 268 054 508
4ème	Groupement ICONCEPTS/EEPC	01 BP 1402 Abidjan 01	4 307 336 195	4 322 990 675
5ème	ESPINA	Poligono Industrial del Tambre, Via Ediso n°62 C.P. 15890 – Saint Jacques de Compostelle (La Cologne - Espagne)	4 718 880 775	4 760 953 319
6ème	NGE/ CONTRACTING/ SAS TOUJA/ SANIFUTUR	Adresse : Centre d'Affaires Edouard VII 20 rue de Caumartin 75009 Paris Contact : 59 89 87 38	4 800 557 946	5 013 548 366
7ème	Groupement ATNER / MODULUS	24 Route de SUD MIDELT	6 355 133 212	6 355 121 329

**3. Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées et non retenues**

Nom des soumissionnaires	Adresses	Motifs du rejet
ETRACON/WARD	18 BP 1294 Abidjan 18	- le soumissionnaire ne satisfait pas aux conditions d'expériences générales et spécifiques exigées.

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter :  
La Cellule de Coordination du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable en milieu urbain (PREMU)  
sise à Abidjan, II Plateaux, Cité LEMANIA, lot N° 1802,  
08 BP 2346 Abidjan 08 – Tél. : (225) 22 40 90 90/ Fax. : 22 41 35 59  
E-mail : pdimba@yahoo.fr

## Afrique du Sud

### Les ennuis de Jacob Zuma

Le Président Jacob Zuma survivra-t-il à cette semaine ? Le Parlement vient d'annoncer ce mardi 6 février un report du discours à la nation que devait présenter le chef de l'État ce jeudi. Depuis quelques jours, les réunions se multiplient pour décider du sort du président embourbé dans les scandales. L'Anc est divisé. La moitié de ses dirigeants demande la démission du Président.

Dans un communiqué publié en début d'après-midi, la présidence indique qu'elle a demandé un report du discours à la nation du chef de l'État. La présidence parle de « développement qui empêcherait un bon déroulement de ce discours ». Faut-il y voir une démission imminente du président Zuma ?

Selon la presse sud-africaine, six hauts dirigeants de l'Anc se sont rendus chez Jacob Zuma à Pretoria dimanche soir et lui auraient demandé de démissionner. Celui-ci aurait catégoriquement refusé. Une autre réunion d'urgence, initialement prévue mercredi soir, a été finalement reportée au 17 février. Le comité exécutif, qui a le pouvoir de contraindre le chef de l'État à quitter

son poste, devait se retrouver pour discuter de l'avenir du président. Mais suite à ces « discussions fructueuses et productives » entre Zuma et le chef du parti, l'ANC a visiblement décidé de reporter cette réunion extraordinaire. Ce qui pourrait suggérer qu'un accord ait été trouvé.

Pendant ce temps, l'opposition s'impatiente. Si Jacob Zuma ne part pas, elle s'en chargera. Une nouvelle motion de défiance contre le président a été déposée et doit être soumise au vote de l'Assemblée dans moins de trois semaines. C'est la 8<sup>e</sup> motion de défiance contre le Chef de l'État.

Hier soir, les analystes politiques estimaient en tout cas que le report de l'adresse à la nation – qui est une première dans l'histoire du pays – indique très clairement que Jacob Zuma n'est plus maître de la situation.

Après l'échec de la réunion lundi pour décider du sort de Jacob Zuma, la direction du Congrès national africain (ANC) se retrouvera à nouveau mercredi pour discuter de son éventuel départ anticipé, à quelques heures d'un discours important qu'il doit prononcer au Parlement ■

RFI.FR